

## TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes .....	VII
Avant-propos par Claude BLUMANN et Fabrice PICOD .....	XIII
Sommaire .....	XV

### ÉTUDES

<b>Les relations inégalitaires entre la Cour de justice et les juridictions nationales supérieures</b> par Catherine HAGUENAU-MOIZARD .....	3
I. L'attention variable de la Cour de justice à l'égard des juges nationaux.....	6
A. La surdité à l'égard de juges nationaux .....	6
B. L'écoute de juges nationaux .....	8
C. L'hyperacousie face à certains juges nationaux .....	11
II. L'adaptation différenciée des juridictions nationales à la Cour de justice .....	13
A. L'obéissance à la Cour de justice .....	13
B. L'évitement de la Cour de justice .....	15
C. Le rejet de la jurisprudence européenne .....	19
 <b>De l'(in)efficacité de la démocratie participative dans l'Union européenne : l'exemple de l'initiative citoyenne européenne</b> par Laetitia GUILLOUD-COLLIAT .....	23
I. Les paradoxes entourant l'initiative citoyenne européenne .....	30
A. Un « pouvoir d'initiative » se réduisant à un mécanisme de sollicitation de la Commission .....	30
B. Un droit individuel des citoyens dont la mise en œuvre nécessite une implication collective.....	38

II. Les ambiguïtés affectant la démocratie participative dans l'Union européenne.....	43
A. Une dimension consultative plutôt que décisionnelle.....	44
B. Une dimension collective plutôt qu'individuelle .....	48
<b>Les mesures restrictives antiterroristes autonomes de l'Union européenne et la sécurité juridique : un rendez-vous manqué ?</b>	
par Olivier PEIFFERT .....	53
I. Un pragmatisme partagé dans la définition de l'« autorité compétente » .....	59
A. Une ouverture large aux autorités non judiciaires : le critère de la compétence.....	59
B. Une ouverture prudente aux autorités de pays tiers : le critère d'équivalence .....	63
II. Des contradictions majeures sur la répartition verticale du contrôle juridictionnel.....	67
A. La jurisprudence du Tribunal et la dilution de la protection juridictionnelle .....	67
B. Le contrôle juridictionnel complet au niveau européen imposé par la Cour.....	71
<b>La compétence de pleine juridiction en droit de l'Union européenne</b>	
par Isabelle PINGEL.....	77
I. Portée de la compétence .....	78
A. Objet et fondement .....	78
B. Champ d'application.....	80
II. Mise en œuvre .....	82
A. Procédure.....	82
B. Fond .....	84
<b>Le contrôle de légalité exercé par le juge de l'Union</b>	
par Thomas VON DANWITZ .....	89
I. Introduction.....	89
II. Intensité du contrôle de légalité.....	91
III. Étendue du contrôle de légalité .....	96
IV. Conclusion .....	100

**ACTES DE L'ATELIER DOCTORAL**

<b>Le renforcement du rôle du Parlement européen en matière de politique commerciale commune à la lumière des enjeux démocratiques des accords de commerce préférentiel de nouvelle génération de l'Union européenne</b> par Naïm ABOU-ELAZ.....	105
I. Une contribution renforcée du Parlement européen à la politique commerciale commune .....	107
A. Des prérogatives juridiques améliorées depuis le traité de Lisbonne .....	107
B. Entre contre-pouvoir et acteur des négociations et de la conclusion des accords commerciaux .....	109
II. Une influence renforcée sur les négociations des accords de commerce préférentiel de nouvelle génération.....	112
A. Une influence institutionnelle : les gains de transparence des négociations .....	112
B. Une influence matérielle : l'exemple de la réforme du mode de règlement des différends en matière d'investissements.....	114
 <b>Le rôle du Parlement européen dans l'élaboration de la réglementation européenne de l'insolvabilité</b> par Edouard ADELUS.....	 117
I. Les particularités de la réglementation internationale des procédures d'insolvabilité.....	119
A. Un contournement plutôt qu'une submersion de « l'îlot de résistance » .....	119
B. Les trois caractéristiques principales des règlements (CE) n° 1346/2000 et (UE) 2015/848.....	121
II. La communautarisation de la réglementation des procédures d'insolvabilité.....	123
A. Les premiers efforts communautaires : des efforts intergouvernementaux.....	124
B. Les conséquences du traité d'Amsterdam de 1997 .....	126
III. Le rôle croissant du Parlement européen.....	128
A. Un Parlement à l'initiative .....	129
B. L'influence du Parlement quant à la substance du droit de l'insolvabilité de l'Union .....	132

<b>La contribution du Parlement européen à la sauvegarde des valeurs de l'Union : l'exemple de la Hongrie</b> par Nóra CSEKE .....	137
I. Le pouvoir de contrôle du Parlement européen relatif à la situation des droits fondamentaux dans les États membres .....	138
A. Le pouvoir d'initiative du Parlement européen en cas de soupçon de risque clair de violation grave des valeurs de l'Union .....	139
B. Le pouvoir de contrôle du Parlement européen aux fins de l'activation de l'article 7 TUE .....	143
II. Le pouvoir d'activation de l'article 7 TUE par le Parlement européen .....	147
<b>La parlementarisation de l'Union à l'aune de l'élection des eurodéputés au suffrage universel direct : approche constitutionnelle</b> par Benjamin LECOQ .....	151
I. La parlementarisation de l'Union au prisme de l'élection .....	156
A. L'élection des députés européens au suffrage universel direct, ressort de la parlementarisation .....	156
B. La parlementarisation, vecteur de légitimation démocratique de l'équilibre institutionnel de l'Union .....	159
II. La parlementarisation de l'Union en marge de l'élection .....	163
A. Le cantonnement du Parlement européen à une légitimité d'incarnation .....	163
B. La parlementarisation au service d'une conception fonctionnelle de la légitimité démocratique .....	167
<b>Travail détaché et Parlement européen</b> par Georgia NIKOLAKOPOULOU .....	173
I. La négociation avec le Parlement européen et l'accord repris dans la directive d'exécution 2014/67/UE .....	174
A. Une meilleure identification des cas réels de détachement .....	175
B. L'amplification des marges de manœuvre des États membres dans la détermination des mesures de contrôle .....	178
C. L'absence de généralisation de la responsabilité solidaire du donneur d'ordre .....	180

II. La négociation avec le Parlement européen et l'accord repris dans la directive 2018/957 du 28 juin 2018 .....	181
A. La mise en œuvre de l'égalité de rémunération en matière de détachement .....	182
B. La durée de détachement .....	183
C. Le secteur de transport routier .....	184
<b>La réforme du droit d'asile dans l'impasse</b> par Davide PETRILLO .....	185
I. L'architecture institutionnelle de l'espace de liberté, de sécurité et de justice et le rôle joué par le Parlement européen.....	187
II. La réforme du droit d'asile : une impasse institutionnelle qui sert les intérêts des gouvernements nationaux .....	191
<b>Le rôle grandissant du Parlement européen au sein de la régulation bancaire</b> par Estelle RICHEVILAIN .....	197
I. L'implication grandissante du Parlement au stade de l'adoption des normes de la régulation bancaire .....	201
A. La faiblesse de l'implication du Parlement avant l'Union bancaire ...	202
B. L'implication croissante avec l'Union bancaire .....	205
II. L'implication grandissante du Parlement au stade du contrôle de l'application des normes de la régulation bancaire .....	209
A. L'implication considérable du Parlement au stade du contrôle de la régulation bancaire.....	209
B. Les faiblesses persistantes dans l'implication du Parlement au sein de la régulation bancaire .....	212

<b>Les ambiguïtés du mécanisme de <i>Spitzenkandidat</i> : un accroissement de la légitimité démocratique de l'Union au détriment de l'autonomie du Parlement européen ?</b>	
par Julie RONDU .....	217
I. Le risque d'une érosion de l'autonomie du Parlement européen face à la Commission européenne .....	224
A. Le besoin d'une personnalisation de l'élection : un constat d'échec pour le Parlement européen.....	224
B. L'inévitable rapprochement avec la Commission, dotée d'une légitimité accrue.....	227
II. L'érosion de l'autonomie du Parlement européen, une opportunité face au renforcement de la dimension intergouvernementale dans l'Union .....	231
A. Le Parlement européen et la Commission, alliés objectifs face à la montée en puissance du Conseil européen.....	231
B. Les partis politiques au niveau européen, des contrepoids en devenir face au Conseil européen.....	234

## CHRONIQUES

<b>Parlement européen</b>	
par Mauro GATTI, Martin PETSCHKO, Janine SILGA, Giovanni ZACCARONI sous la responsabilité de Eleftheria NEFRAMI .....	245
I. Vie institutionnelle .....	245
A. Fonctionnement interne du Parlement européen.....	245
B. Relations interinstitutionnelles.....	247
C. Protection des intérêts financiers de l'Union.....	250
D. Élaboration et respect du droit de l'Union .....	251
E. Nominations.....	252
F. Activités budgétaires.....	253
G. Brexit .....	258
H. Question d'ordre divers .....	258

II. Non-discrimination et droits fondamentaux dans l'Union européenne .....	258
A. État de droit et droits fondamentaux dans l'Union européenne.....	258
B. Non-discrimination et égalité des genres.....	259
III. Politiques internes et action extérieure .....	262
A. Marché intérieur .....	263
B. Agriculture et pêche .....	266
C. Espace de liberté, de sécurité et de justice .....	269
D. Transports .....	280
E. Concurrence.....	282
F. Politique économique et monétaire .....	283
G. Emploi et politique sociale .....	285
H. Éducation, culture et recherche .....	286
I. Protection de la santé.....	294
J. Politique de cohésion.....	304
K. Environnement et énergie.....	305
L. Élargissement .....	307
M. Action extérieure de l'Union.....	308

### **Actualités des institutions de l'UE : Conseil européen – Conseil de l'Union**

sous la responsabilité de Rostane MEHDI .....	317
I. Dynamiques institutionnelles.....	317
A. Le Conseil de l'Union : les présidences.....	317
B. Les Conseils face au Brexit : la conclusion difficile d'un accord de retrait.....	328
II. Impulsion et conduite des politiques de l'Union .....	335
A. L'action économique et sociale des Conseils.....	336
B. Les Conseils et le numérique : à la recherche d'un projet de société équilibré.....	344
C. La politique climat – énergie – environnement.....	352
D. Les Conseils et la migration.....	365
E. Action extérieure de l'Union européenne .....	373

**Commission européenne**

par Claude BLUMANN et Luigi CAPPELLETTI .....	383
I. Développements institutionnels discrets mais non sans conséquences .....	386
A. La gouvernance institutionnelle de la Commission .....	386
B. Vers un avenir meilleur : « Objectif 2025 » .....	392
II. Les dix grandes priorités et leur réalisation .....	397
A. Le programme REFIT .....	398
B. Priorités sur le terrain économique .....	399
C. Priorités en matière internationale .....	405
D. Priorités de nature politique et sociétale .....	409
III. La fonction d'exécution/délégation .....	411
A. Sur les limites de la compétence déléguée .....	411
B. Sur l'exercice de la compétence d'exécution .....	415
C. La réforme manquée de la comitologie .....	421

**Droits fondamentaux**

sous la direction de Romain TINIÈRE

en collaboration avec Caroline BOITEUX-PICHERAL, Christophe MAUBERNARD,

Claire VIAL .....

I. Évolutions des conditions d'invocabilité de la Charte devant les juridictions nationales .....	427
II. État des relations avec le droit de la Convention européenne des droits de l'homme .....	433
III. La complémentarité des contrôles politique et juridictionnel aux fins du respect de l'État de droit dans l'Union .....	439
IV. Tension persistantes autour du droit d'asile et de la gestion des frontières .....	446
A. Des interprétations jurisprudentielles contrastées en matière d'éligibilité à la protection internationale .....	447
B. Des interprétations jurisprudentielles modulées quant au droit à un recours effectif des demandeurs d'asile déboutés .....	450
C. Des bilans législatifs mitigés en matière de gestion des frontières ....	454



V. La protection des données personnelles.....	456
A. L'Agence des droits fondamentaux poursuit sa réflexion sur les incidences de l'essor des nouvelles technologies sur les droits fondamentaux.....	456
B. La Cour de justice enrichit sa jurisprudence sur les données personnelles et apporte des éclaircissements sur le sens de plusieurs notions clés.....	458
<b>Espace de liberté, de sécurité et de justice</b> sous la responsabilité de Henri LABAYLE avec la participation de Émilie DESTOMBES, Benoît DUPIN, Elena LOFREDI, Marion FONTAINE, Marguerite GUIRESSE, Céline TEYSSIER .....	463
I. Les politiques communes .....	463
A. La politique commune de contrôle aux frontières .....	463
B. La politique commune d'asile.....	472
C. La politique commune d'immigration .....	487
II. La coopération judiciaire civile .....	491
A. Les modifications législatives envisagées dans le domaine de la coopération en matière civile.....	491
B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.....	492
III. La coopération judiciaire pénale.....	503
A. D'un point de vue législatif .....	503
B. D'un point de vue jurisprudentiel .....	516
C. Rapport Eurojust 2017 .....	527
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	530
A. Le rapport TE-SAT 2018 .....	530
B. La consolidation de la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel : le règlement (UE) 2018/1725 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données.....	538

**Association, Partenariat, Coopération**

sous la direction de Isabelle BOSSE-PLATIÈRE, Catherine FLAESCH-MOUGIN,  
Joël LEBULLENGER, Cécile RAPOPORT ..... 543

I. L'accord de partenariat global et renforcé UE-Arménie ou la nécessité  
pour l'Union de faire preuve de créativité partenariale dans son voisinage..... 543

A. Les manifestations formelles et institutionnelles d'un partenariat  
étroit sans association..... 545

B. Les manifestations matérielles d'une recherche d'euro-compatibilité  
sans libre-échange..... 547

C. La conciliation... mais jusqu'où ?..... 552

II. La réforme des instruments de financement de l'action extérieure  
de l'Union européenne pour la période 2021-2027 ..... 553

A. Le choix d'une structure profondément rénovée des instruments  
financiers ..... 558

B. L'organisation d'une plus grande souplesse dans la mise en œuvre  
des instruments financiers ..... 577

C. La garantie d'un contrôle démocratique adéquat ..... 585

**Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et son volet défense (PSDC)**

par Catherine SCHNEIDER..... 595

I. Les avancées de la PESC et de son volet défense et sécurité (PSDC) initiées  
par l'Union ..... 595

A. Renforcements de la sécurité et de la défense, et propositions  
pour une révision du processus décisionnel de la PESC ..... 596

B. La PSDC « contaminée par le syndrome de Schengen » ? La création  
de l'initiative européenne d'intervention (IEI)..... 607

II. Les jurisprudences pertinentes touchant à la PESC ..... 611

A. CJUE, Gde chbr., 4 septembre 2018, *Commission c/ Conseil*,  
aff. C-244/17, ECLI:EU:C:2018:662 ..... 611

B. Trib. UE, 11 avril 2018, *H c/ Conseil*, aff. T-271/10 RENV,  
ECLI:EU:T:2018:180 ..... 613

C. Trib. UE, 12 avril 2018, *PY c/ EUCAP Sahel Niger*, aff. T-763/16,  
ECLI:EU:T:2018:181 ..... 615

D. Trib. UE, 28 octobre 2018, *KF c/ Centre satellitaire de l'Union (CSUE)*,  
aff. T-286/15, ECLI:EU:T:2018:718..... 616

III. Bilan annuel des opérations et missions de gestion de crise.....	618
A. Les missions prolongées sans modification de mandat .....	619
B. Les opérations et missions modifiées : EUNAVFOR Atalanta, EUCAP Sahel Niger, EUBAM Libya .....	619
C. Les opérations et missions « en difficulté » (EUNAVFOR Sophia, EULEX Kosovo).....	622
D. Le rapport sans complaisance de la Cour des comptes sur les deux missions EUCAP Sahel Niger et Mali.....	625
IV. Premiers impacts du Brexit sur la PESC.....	628
A. La réorganisation de l'opération Atalanta.....	629
B. La réorganisation de l'opération Althea .....	630
C. La sortie du Royaume-Uni des <i>battlegroups</i> .....	630

### **Libre circulation des marchandises (2017-2018)**

par Claude BLUMANN .....	631
I. Domaine de la libre circulation des marchandises .....	634
A. Situations purement intérieures .....	635
B. Notion de marchandises .....	636
C. Libre circulation des marchandises et autres régimes juridiques.....	637
II. Taxes d'effet équivalent : le retour .....	643
A. Taxes d'effet équivalent et impositions intérieures .....	643
B. La question des justifications .....	649
C. Le droit au remboursement des taxes indûment perçues .....	652
III. Mesures d'effet équivalent : <i>Nihil novi sub sole</i> .....	653
A. Principe de précaution et données scientifiques.....	653
B. Les objectifs économiques dans les justifications.....	656
C. Articles 34 et 35 TFUE, enfin jumeaux ?.....	660
D. Entraves d'origine communautaire.....	663

### **Libre circulation des capitaux**

par Flora SICARD .....	667
I. Champ d'application de la libre circulation des capitaux .....	667
A. Notion de « capitaux » .....	668
B. Échanges visés .....	670
C. Délimitation au regard des autres libertés.....	672

II. Régime de la libre circulation des capitaux .....	675
A. Restrictions interdites.....	675
B. Justifications admises.....	683
C. Exceptions et mécanismes spécifiquement applicables aux échanges avec les États tiers : clause de gel.....	688
 <b>Droit d'établissement et libre prestation des services</b> par Édouard DUBOUT.....	691
I. Harmonisation du marché intérieur des services.....	691
A. Marché du numérique.....	691
B. Professions réglementées .....	692
II. Jurisprudence relative aux entraves aux libertés d'établissement et de circulation des services.....	693
A. Le champ des libertés.....	693
B. Le régime des libertés .....	701
 <b>Droit des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises</b> par Emmanuelle CLAUDEL avec la précieuse collaboration de Hassan MOUSSAOUI et Étienne THOMAS ....	713
I. Compétence .....	721
A. Compétence et actions en réparation .....	721
B. Compétence internationale de la Commission : la tentaculaire affaire des câbles électriques .....	733
II. Procédure .....	735
A. Les inspections concurrence .....	736
B. Confirmation du pouvoir discrétionnaire de la Commission de rejeter une plainte pour défaut d'intérêt communautaire (en bref) .....	742
C. Le droit pour la Commission de se saisir d'une affaire passée.....	744
III. Les pratiques anticoncurrentielles.....	745
A. Les acteurs : entreprise et imputabilité .....	746
B. Les pratiques mises en œuvre .....	750
C. Les abus de position dominante.....	766
IV. Mise en œuvre du droit des pratiques anticoncurrentielles.....	775
A. La procédure d'engagement et son impact sur les tiers : une procédure décidément délicate .....	775
B. Les procédures sanctionnatrices.....	782

<b>Contrats publics</b>	
par Stéphane DE LA ROSA.....	789
I. Actualité normative en matière de contrats publics.....	791
A. Actualisation et enrichissement du cadre normatif issu des directives de 2014 .....	792
B. Adoption en France du code de la commande publique .....	794
II. Actualité jurisprudentielle relative aux principes fondamentaux de la commande publique .....	797
III. Actualité jurisprudentielle relative aux directives « Marchés publics » et « Concessions » .....	799
A. Contentieux des marchés publics « classiques » .....	799
B. Contentieux des marchés en réseau (directive 2014/25/UE) .....	802
C. Contentieux des contrats de concession .....	803
IV. Actualité jurisprudentielle relative aux recours applicables aux contrats publics .....	804
<b>Politique agricole commune</b>	
par Marc BLANQUET .....	807
I. Cadre général de la PAC.....	808
A. Cadre interne.....	808
B. Cadre international .....	818
C. Cadre financier.....	823
II. Mesures relatives aux marchés agricoles .....	826
A. Mesures d'urgence .....	827
B. Situations sectorielles .....	829
C. Bon fonctionnement des marchés .....	831
D. Contrôles.....	835
III. Développement rural.....	836
A. Stratégie en matière de statistiques agricoles .....	836
B. Stratégie actualisée en matière de bioéconomie .....	837
C. Prérétraite.....	838

IV. « Troisième pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire .....	839
A. Qualité des produits agricoles .....	839
B. Promotion des produits agricoles.....	845
C. Alimentation saine.....	846
D. OGM.....	846
E. Santé et bien-être animal .....	849
F. Biodiversité .....	852
<b>Droit européen des transports</b>	
par Vincent CORREIA, Loïc GRARD, Sébastien MARTIN .....	857
I. Transports terrestres.....	860
A. Distinctions avec les services postaux .....	860
B. Les manquements à la politique commune des transports .....	862
C. Les manquements au droit des aides d'État .....	865
II. Transport aérien.....	867
A. Sécurité aérienne.....	868
B. Relations aériennes extérieures.....	871
C. Droits des passagers et principe de transparence des prix.....	874
D. Droit des aides d'État.....	878
<b>Protection de l'environnement</b>	
par Ludwig KRÄMER .....	883
I. Questions horizontales.....	883
A. La planification.....	883
B. Le changement climatique.....	887
C. Les droits procéduraux.....	891
D. La mise en œuvre du droit de l'environnement.....	896
II. Les secteurs de l'environnement.....	898
A. Biodiversité et conservation de la nature .....	898
B. Les substances et les produits .....	901
C. Les eaux .....	904
D. La pollution de l'air.....	905
E. Les déchets .....	907

**Énergie**

par Benoît BLOTTIN, Vincent BOUHIER .....	913
I. Le fonctionnement du marché intérieur .....	917
A. Un marché sécurisé .....	917
B. Un marché concurrentiel .....	918
C. Un marché interconnecté .....	936
II. La protection de l'environnement .....	940
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre .....	940
B. La promotion de l'efficacité énergétique .....	944
C. Le développement des énergies renouvelables .....	947
III. La coopération internationale .....	949

**Droit européen de la consommation**

par Agnieszka JABLONOWSKA et Hans-W. MICKLITZ .....	951
I. Une nouvelle donne pour les consommateurs .....	951
A. Proposition concernant une meilleure application et une modernisation des règles de protection des consommateurs de l'Union européenne .....	952
B. Actions représentatives .....	954
II. Marché unique numérique .....	955
A. Droit des contrats .....	956
B. Blocage géographique .....	957
C. Plates-formes en ligne .....	958
III. Protection des données et communications électroniques .....	959
IV. Jurisprudence .....	960
A. Les notions de « consommateur » et de « commerçant » .....	960
B. Pratiques commerciales déloyales .....	963
C. Clauses abusives .....	966

**Santé publique**

par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON ..... 969

## I. Domaines d'action prioritaires du programme de santé publique..... 971

- A. Promouvoir la santé, prévenir les maladies et œuvrer  
à la création de conditions favorables à des modes de vie sains..... 971
- B. Protéger contre les menaces transfrontières graves pour la santé .... 976
- C. Contribuer à des systèmes de santé innovants, efficaces et viables... 977
- D. L'accès à des soins de santé de meilleure qualité et plus sûrs  
pour les citoyens de l'Union..... 980

## II. Aspects contentieux..... 984

- A. Le contentieux des produits de santé ..... 985
- B. Contentieux relevant de la santé..... 990

**Questions sociales**

par Sylvie HENNION..... 993

## I. Mobilité des travailleurs..... 994

- A. Directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil  
du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant  
le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation  
de services (*JOUE* n° L 173, 9 juillet 2018, p. 16)..... 994
- B. Protection sociale du détachement des salariés : le contentieux  
des attestations d'affiliation (CJUE, Gde chbr., 6 février 2018,  
*Altun e.a.*, aff. C-359/16, ECLI:EU:C:2018:63 ; CJUE, 11 juillet 2010,  
*Commission c/ Belgique*, aff. C-356/15, ECLI:EU:C:2018:555,  
et CJUE, 6 septembre 2018, *Alpenrid e.a.*, aff. C-527/16,  
ECLI:EU:C:2018:669)..... 1002

## II. Égalité de traitement..... 1005

- A. Discriminations fondées sur la religion (CJUE, Gde chbr.,  
17 avril 2018, *Egenberger*, aff. C-414/16, ECLI:EU:C:2018:257,  
et CJUE, Gde chbr., 11 septembre 2018, *IR c/ JQ*, aff. C-68/17,  
ECLI:EU:C:2018:696)..... 1006
- B. Discriminations fondée sur le handicap (CJUE, 18 janvier 2018,  
*Ruiz Conejero*, aff. 270/16, ECLI:EU:C:2018:17) ..... 1010



**Politique de cohésion économique, sociale et territoriale**

par Nathalie RUBIO.....	1013
<b>I. Le lancement du processus législatif de réforme des instruments financiers de la politique de cohésion .....</b>	<b>1015</b>
A. La simplification .....	1015
B. La flexibilité.....	1017
C. La conditionnalité.....	1019
<b>II. Le contentieux de la politique de cohésion devant la Cour de justice de l'Union européenne.....</b>	<b>1020</b>
A. D'utiles éclaircissements sur le contentieux des corrections financières .....	1021
B. Une prise en compte relative de la spécificité des « grands projets » lors du contrôle des décisions de refus de confirmation .....	1023
C. La délicate délimitation du périmètre de la politique de cohésion ..	1026

**Droit international privé**

par Sabine CORNELOUP, François MAILHÉ, Martina MANTOVANI, Yann LEGRAND, Bérengère ROUSSET .....	1029
Introduction .....	1029
<b>I. Matière civile et commerciale .....</b>	<b>1030</b>
A. Procédure civile européenne .....	1030
B. Conflit de lois .....	1075
<b>II. Insolvabilité.....</b>	<b>1077</b>
<b>III. Matière matrimoniale, responsabilité parentale et obligations alimentaires .....</b>	<b>1080</b>
A. Responsabilité parentale.....	1080
B. Enlèvements d'enfants .....	1087
C. Obligations alimentaires .....	1092
<b>IV. Droit patrimonial de la famille .....</b>	<b>1097</b>
<b>V. Liberté de circulation des personnes physiques et morales .....</b>	<b>1101</b>
A. Les arguments d'une interprétation prudente .....	1102
B. Les indices d'une interprétation extensive .....	1104

**L'Union économique et monétaire**

par Olivier CLERC, Francesco MARTUCCI .....	1107
I. Union monétaire.....	1107
A. Politique monétaire, entre « patience, prudence et persévérance » ..	1108
B. Monnaie et paiements .....	1114
II. Gouvernance économique.....	1117
A. L'amélioration de la situation macroéconomique de l'Union européenne .....	1118
B. L'achèvement du programme d'ajustement économique grec.....	1120
C. La dégradation de la situation budgétaire de l'Italie.....	1122

**Chronique financière**

par Anne-Marie TOURNEPICHE .....	1127
I. Les différentes étapes de la procédure budgétaire.....	1127
A. Les orientations budgétaires.....	1128
B. Les propositions de la Commission.....	1128
C. Les négociations entre les deux branches de l'autorité budgétaire..	1129
D. L'obtention difficile d'un accord sur le budget 2019.....	1130
II. Les caractéristiques essentielles du budget 2019.....	1130
A. La croissance et la jeunesse.....	1131
B. Gestion des migrations et réfugiés .....	1131
C. Autres éléments essentiels.....	1132
III. Les perspectives incertaines du contexte budgétaire européen.....	1133
A. Les questionnements persistants autour du Brexit et de ses impacts financiers .....	1133
B. Les premières inquiétudes relatives aux négociations du futur cadre financier pluriannuel.....	1134

**Droit de la propriété intellectuelle**

par Yann BASIRE et Célia ZOLYNSKI .....	1137
I. CJUE, Gde chbr., 12 juin 2018, <i>Christian Louboutin, Christian Louboutin SAS c/ Van Haren Schoenen BV</i> , aff. C-163/16, ECLI:EU:C:2018:423.....	1137
II. CJUE, 14 mars 2019, <i>Textilis et Keskin c/ Svenskt Tenn AB</i> , aff. C-21/18, ECLI:EU:C:2019:199 .....	1139
III. CJUE, 7 août 2018, <i>Land Nordrhein-Westfalen c/ Renckhoff</i> , aff. C-161/17, ECLI:EU:C:2018:634 .....	1141

**CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE**

sous la responsabilité de Fabrice PICOD .....	1145
I. Recueil de textes et de jurisprudence.....	1145
II. Traités et manuels .....	1147
III. Thèses .....	1157
IV. Monographies.....	1170
V. Ouvrages collectifs.....	1172
VI. Mélanges .....	1200

**REVUE DES REVUES**

sous la responsabilité de Fabrice PICOD

coordinateur Félix ARTUS..... 1201

I. Traités constitutifs et nouveaux traités.....	1205
II. Droit institutionnel.....	1210
III. Droits nationaux et droits européens.....	1217
IV. Appartenance à l'Union.....	1226
V. Droits fondamentaux.....	1231
VI. Citoyenneté européenne.....	1239
VII. Contentieux.....	1241
VIII. Relations extérieures.....	1247
IX. Espace de liberté, de sécurité et de justice.....	1252
X. Libertés de circulation.....	1261
XI. Fiscalité et douanes.....	1268
XII. Concurrence.....	1273
XIII. Actions et politiques communes.....	1281
XIV. Propriété intellectuelle.....	1301
XV. Droit international privé européen.....	1304

Index des Noms de Personnes..... 1307

Index thématique..... 1315

Index de jurisprudence..... 1333